



LES ACHARDS

**ARRETE N°2024-289-CIRC**  
REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION

**RUE DE LA CHAPELLE- LES LANDES – LES ACHARDS**

**Le Maire**

**Vu** la loi modifiée n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R411.17 à R411.18; R411.21.1, R 411.25 à R 411.28;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;  
**Vu** l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;  
**Considérant** la demande du 26/11/2024 de BYON SAS 6 impasse Leonhard EULER 85000 LA ROCHE SUR YON ;  
**Considérant** que des travaux de déploiement de la fibre optique doivent avoir lieu rue de la Chapelle et aux Landes aux ACHARDS, il convient par mesure de sécurité de réglementer la circulation et le stationnement.

**ARRETE**

**Article 1 :**

**Du 9 décembre 2024 au 9 janvier 2025, RUE DE LA CHAPELLE ET LES LANDES :**

- La circulation sera alternée manuellement ;
- La vitesse sera limitée à 50km/h ;
- Le stationnement sera interdit au droit du chantier excepté pour les véhicules affectés aux travaux.

**Article 2 :**

La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de BYON SAS.

**Article 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 5 :**

Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Le Maire de la Commune des ACHARDS, La Directrice Générale des Services de la Commune, le Commandant de la brigade territoriale autonome de Gendarmerie des Achards, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à BYON SAS.

A Les Achards, le 26/11/2024  
Le Maire,

Michel VALLA.

